

L'ADDIP, Coordination Pyrénéenne, communique

Mort de Franska : le bilan du plan ours s'alourdit, la facture aussi.

Foix, le 12 Août 2007

La mort accidentelle de Franska, l'ourse slovène dont nous avons en vain demandé le retrait, donne raison à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui pensent que cette ourse et ses congénères n'auraient jamais du être importés de Slovénie. C'est d'abord un peu de répit pour des centaines de familles d'éleveurs qui après des mois de veille et d'angoisse la nuit, et de visions d'horreur le jour vont pouvoir simplement vivre, et travailler. Cette fin prévisible est surtout une démonstration supplémentaire, cinglante, de l'absurde entêtement à poursuivre ce plan de réintroduction sans aucune justification écologique, utopique, coupé des réalités et grand fossoyeur de fonds publics.

Les dernières propositions de la Secrétaire d'Etat, (qui n'exclut pas d'aller chercher 2 nouveaux volontaires désignés à l'importation en Slovénie !) ne peuvent que provoquer déception et colère : le plan d'action présenté obéit une fois de plus aux 4 volontés des quelques associations encore favorables aux introductions d'ours slovènes, celles-là même qui vivent aux crochets du plan ours : expertises variées, commerce divers autour des chiens patous, commissions en tout genre ... tout un chapelet de mesures destinées uniquement à gagner du temps, et dont la facture est comme toujours envoyée aux contribuables !

Le 26 juillet à Toulouse, tous les députés, sénateurs, présidents de conseils généraux, de chambres d'agriculture, responsables professionnels et syndicaux, associations d'éleveurs et d'usagers de la montagne *, ont parlé à la ministre d'une même voix. Ils ont défendu le rôle irremplaçable de l'élevage transhumant de montagne : sa dynamique économique, son impact positif sur le tourisme, sur la biodiversité, sur l'accès de la montagne à tous, sur la beauté des paysages Pyrénéens. Ils ont dénoncé, unanimes, 10 années d'impossible coexistence entre l'homme et l'ours. Sans être entendus.

Comme ses prédécesseurs, la nouvelle Secrétaire d'Etat semble incapable d'échapper à l'influence désastreuse de cette poignée d'associations dont les éleveurs, les élus, les contribuables ... et désormais les ours doivent payer les excès. Parce qu'elles portent la responsabilité du fiasco écologique, humain, social et financier de 10 ans de cohabitation manquée, l'Etat ne doit plus tolérer que ces associations jouent le moindre rôle dans le nouveau volet de discussions qui s'ouvre aujourd'hui.

Dans un climat social détestable, où l'irréparable peut se produire à tout moment, il est urgent d'agir. Des solutions existent. L'ADDIP, Coordination Pyrénéenne**, demande audience au Président de la République pour les envisager de façon claire, concrète et objective.

Quant à la population d'ours, en persistant dans leur utopie de Pyrénées slovènes, couvertes de forêts, sans routes ni activités humaines, sans troupeaux ni bergers, sans touristes ni stations d'hiver et d'été ... les intégristes de l'écologie la conduisent eux-mêmes aussi sûrement et radicalement qu'ils l'ont fait pour Franska à une fin proche, et certaine.

* Des 4 départements : Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques.

** Des 4 départements : ASPAP (09), ADIP31, ASPP65, et FTEM (64).